

Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Taslime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

Modalités de mise en œuvre de l'astreinte sécurité civile - Modification - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Les délibérations n°2015/592 du 17 décembre 2015, V2017/412 du 23 novembre 2017 et V2018-238 du 26 juin et V2020-298 du 14 décembre 2020 définissent le régime des astreintes dédiées à la sécurité civile. En effet, conformément aux dispositions du Code général de la fonction publique et du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale « L'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement détermine, après avis du comité technique compétent, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés ».

La nouvelle organisation du service sécurité civile, comprenant une augmentation de ses effectifs, et le retour d'expérience de la crise sanitaire covid-19 renvoient à une consolidation de l'astreinte sécurité civile, pour garantir une continuité opérationnelle.

Il est proposé de modifier la délibération n°V2020-298 précitée selon les modalités suivantes :

Activation : L'astreinte sécurité civile est activée à l'année, 24h/24, 7J/7 et 365J/an pour prévenir et gérer les situations d'urgence relevant du Plan Communal de Sauvegarde (PCS).

Durant sa période de mobilisation, l'agent d'astreinte n'est pas seul et peut compter sur l'équipe du service sécurité civile ainsi que sur la solidarité des membres de l'astreinte sécurité civile pour assurer un appui opérationnel et/ou le remplacer dans ses missions, notamment en prévision d'un événement majeur, qui peut s'inscrire par ailleurs dans la durée.

Pour rappel, un planning à l'année est proposé avec une variation hebdomadaire (en moyenne cela correspond à une mobilisation de 4 semaines / an, et une trentaine d'évènements à gérer).

Périmètre des emplois concernés : L'astreinte « sécurité civile » s'adresse en priorité aux cadres des services relevant de la Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique (DSTP) ainsi qu'aux techniciens du service sécurité civile contribuant aux opérations. Les agents déjà concernés par une astreinte métier et/ou incompatible avec les préceptes de la sécurité civile ne sont pas concernés.

Les périodes d'astreintes ne sont pas modifiées : L'astreinte « sécurité civile » est proposée « à l'année » dans le cadre du PCS, afin de participer à la gestion d'un événement (majeur) de sécurité civile ou d'une situation de crise survenant sur le territoire de la Ville de Montpellier. Elle reste réalisée, sous la forme d'une semaine du lundi à 8h30 au lundi suivant 8h30 (en corrélation avec les autres services : astreinte Police Municipale, hydro-météo...). Elles couvriront les événements pour lesquels ce personnel doit être mobilisable et se limiteront à la période nécessaire, en dehors des heures d'ouverture du service, pour gérer ces événements.

Les modalités d'indemnisation et de récupération restent conformes aux dispositions fixées par les délibérations n°2015/592 du 17 décembre 2015, V2017/412 du 23 novembre 2017 et V2018-238 du 26 juin 2018. Pour rappel, la rémunération afférente à l'astreinte et d'intervention éventuelle ne sera effective qu'en dehors des heures d'ouverture du service ou en dehors du cycle de travail hebdomadaire des agents.

Le Comité technique a été saisi pour avis.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modalités de mise en œuvre de l'astreinte sécurité civile telles que définies ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-186364-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.